

FORMULAIRE DE DEMANDE DE SUBVENTION
TYPE D'OPÉRATION 4.1.1 DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL
LANGUEDOC ROUSSILLON 2014 – 2020
INVESTISSEMENT DANS LES EXPLOITATIONS
SECTEUR PETITS INVESTISSEMENTS MATÉRIELS RÉSERVÉS AUX NOUVEAUX
EXPLOITANTS

Le présent formulaire de demande d'aide une fois complété constitue, avec l'ensemble des justificatifs joints par vos soins, le dossier unique de demande d'aide pour l'ensemble des financeurs publics potentiels.
 Avant de remplir cette demande, lisez attentivement la notice d'information.
 Transmettez l'original de ce formulaire, accompagné des pièces complémentaires, à la Direction Départementale des Territoires (et de la Mer) (DDT(M)) du département du siège de votre exploitation et conservez-en un exemplaire.

OU FAIRE PARVENIR VOTRE DOSSIER ?	LA DDT/DDTM DU DÉPARTEMENT DU SIÈGE DE VOTRE EXPLOITATION
INTITULE DU PROJET	<input type="text"/>
NOM DU DEMANDEUR OU RAISON SOCIALE	<input type="text"/>

CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION

N° OSIRIS :

DATE DE RÉCEPTION :

IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

N° SIRET : N° PACAGE :
attribué par l'INSEE lors d'une inscription au répertoire national des entreprises *Concerne uniquement les agriculteurs*

En cours d'immatriculation

CIVILITÉ : (le cas échéant) Madame Monsieur

STATUT JURIDIQUE : Exploitant individuel GAEC EARL SCEA
 : (préciser)

NOM et PRENOM du demandeur, ou RAISON SOCIALE pour les personnes morales :

NOM COMMERCIAL le cas échéant :

Né(e) le :

Adresse postale du demandeur :

Code postal : Commune :

Téléphone : Fixe Mobile

Mél :

IDENTIFICATION DU DEMANDEUR (PERSONNE MORALE)

N° SIRET : N° PACAGE :
attribué par l'INSEE lors d'une inscription au répertoire national des entreprises *Concerne uniquement les agriculteurs*

en cours d'immatriculation

STATUT JURIDIQUE : (préciser)

RAISON SOCIALE :

NOM COMMERCIAL le cas échéant :

Adresse postale du demandeur :

Code postal : Commune :

Téléphone : Fixe Mobile

Date de création de l'entreprise : Code APE :

Adresse site internet :

NOM et PRÉNOM du représentant légal :

NOM et PRÉNOM du responsable du projet si différent :

Téléphone : Fixe mobile

Mél :

COORDONNÉES DU COMPTE BANCAIRE SUR LEQUEL LE VERSEMENT DE L'AIDE EST DEMANDE

Veuillez donner ci-après les coordonnées du compte choisi pour le versement de cette aide et joindre un RIB :

N° IBAN

BIC

CARACTÉRISTIQUES DU DEMANDEUR

Pour tous les demandeurs

Avez-vous déjà bénéficié d'une aide dans le cadre du type d'opération 411 « Petits investissements matériels réservés aux nouveaux exploitants » ? Oui Non

Si oui, date (s) d'attribution :

Dépenses éligibles retenues :

Montant de l'aide accordée :

Pour les personnes physiques

1. Êtes-vous exploitant : Agriculteur à titre principal (ATP)

Agriculteur à titre secondaire (ATS)

2. Êtes-vous installé depuis moins de 5 ans (*à partir de la date de votre 1ère affiliation MSA*) ?

oui

non

en cours d'installation

3. Bénéficiez-vous d'un PASS Installation en agriculture ? oui non

4. Bénéficiez-vous de la DJA ? oui non

(bénéficiant des aides nationales à l'installation et installé à la date de dépôt de ce formulaire depuis moins de 5 ans à compter de la date figurant sur votre certificat de conformité CJA ou si pas encore installé dépôt du dossier de demande d'aide DJA à la DDT (M))

Si oui : - date de l'installation (cf. CJA) :

- ce projet s'inscrit-il dans votre plan d'entreprise du dossier d'installation (DJA) : oui non

5. Si vous êtes installé depuis moins de 5 ans sans DJA, date d'installation figurant sur votre attestation MSA :

6. Si vous êtes en cours d'installation :

- date de dépôt de dossier JA en DDT/M :

ou date de RJA :

- date d'enregistrement CFE :

Pour les personnes morales

Nombre d'associés – exploitants (*) :

Nombre d'ATP (Agriculteur à Titre Principal) :

Nombre d'ATS (Agriculteur à Titre Secondaire) :

Ou Nombre d'ETP (Équivalent Temps Plein) :

Civilité Nom et prénom des associés Ou dénomination sociale	N° SIRET ou PACAGE	Date de naissance	% parts sociales	Statut	Installé depuis moins de 5 ans	Bénéficiaire DJA (**)		<i>Si installé depuis moins de 5 ans sans DJA (***)</i>	<i>Si en cours d'installation</i>
						Date CJA	Projet inscrit dans le plan d'entreprise	Date installation MSA	Date de dépôt du dossier JA en DDT/M ou date enregistrement CFE
				<input type="checkbox"/> ATP <input type="checkbox"/> ATS <input type="checkbox"/> Non exploitants	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> en cours d'installation		<input type="checkbox"/>		
				<input type="checkbox"/> ATP <input type="checkbox"/> ATS <input type="checkbox"/> Non exploitants	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> en cours d'installation		<input type="checkbox"/>		
				<input type="checkbox"/> ATP <input type="checkbox"/> ATS <input type="checkbox"/> Non exploitants	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> en cours d'installation		<input type="checkbox"/>		
				<input type="checkbox"/> ATP <input type="checkbox"/> ATS <input type="checkbox"/> Non exploitants	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> en cours d'installation		<input type="checkbox"/>		
				<input type="checkbox"/> ATP <input type="checkbox"/> ATS <input type="checkbox"/> Non exploitants	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> en cours d'installation		<input type="checkbox"/>		

(*) rappel -chaque associé exploitant doit fournir une attestation d'affiliation à la MSA en qualité de non salarié agricole (hors personne en parcours installation)
(**) bénéficiant des aides nationales à l'installation et installé à la date de signature de ce formulaire depuis moins de 5 ans à compter de la date figurant sur votre certificat de conformité CJA ou si pas encore installé dépôt du dossier de demande d'aide JA à la DDT(M)
(***) à la date de dépôt de ce formulaire et à compter de la date de première affiliation MSA

CARACTÉRISTIQUES DE L'EXPLOITATION

a/ Localisation du siège de l'exploitation : Identique à l'adresse postale du demandeur

Si non, préciser l'adresse :

Code postal : Commune :

b/ Informations générales :

Quelle est l'orientation technico-économique (OTEX) principale de votre exploitation ? (Cf. liste filière dans la notice annexe 5)

Quelle est la taille de votre exploitation agricole ?
- SAU en ha : ha

Votre exploitation est-elle concernée par les zonages suivants :

Zone à handicap naturel : défavorisée
 montagne
 non

c/ Situation au regard de la réglementation sur les installations classées pour l'environnement (ICPE) :

Votre exploitation est : déclarée au titre de la réglementation susvisée
 enregistrée au titre de la réglementation susvisée
 autorisée au titre de la réglementation susvisée
 non soumise (RSD)

Si plusieurs ateliers concernés, veuillez indiquer pour lesquels :

d/ Présentation du diagnostic – préciser quel est le document fourni avec le formulaire

Nouvel installé : « Projet de Développement de l'Exploitation PCAE » : oui non

Personne en cours d'installation DJA 611 : PE oui non

e/Situation économique de l'exploitation (pour les demandeurs ayant a minima un exercice comptable complet)

	Valeur en euros de l'année précédente (dernier exercice clos) année à préciser : <input type="text"/>
Fonds propres de l'exploitation (1)	<input type="text"/>

(1) en cas d'installation ou de démarrage d'activité avec création d'une exploitation ou pour les exploitations au forfait sans tenue de comptabilité par un expert-comptable, mentionnez « SANS OBJET »

Si la société ou personne morale existait précédemment et même si l'activité en est modifiée, mentionnez les fonds propres du dernier exercice clos

Pour tous les demandeurs

Votre exploitation a-t-elle un régime fiscal : au réel au forfait

Votre exploitation a-t-elle une comptabilité tenue par un comptable agréé ou expert-comptable : oui non

Votre exploitation agricole ou structure est-elle en procédure de sauvegarde ou en redressement judiciaire ? oui non

IDENTIFICATION DU PROJET

a/ Description succincte du Projet (préciser en quoi l'(les) investissement(s) est(sont) indispensable(s) au démarrage de l'activité)

b/ Localisation du projet : Identique à la localisation du siège d'exploitation

Sinon, merci de préciser l'adresse :

Code postal :

Commune :

c/ Calendrier prévisionnel de réalisation :

Date prévue de début de projet : (jour, mois, année)

Date prévue de fin de projet : (jour, mois, année)

▲ Attention, les projets déposés dans le cadre de cet appel à projets devront être intégralement réalisés (c'est-à-dire l'achèvement physique de l'opération et dernier acquittement) **au plus tard le 30/06/2023**, sauf cas exceptionnel dûment argumenté à traiter avec le service instructeur.

AMÉLIORATION DE LA PERFORMANCE GLOBALE ET DE LA DURABILITÉ

Le projet d'investissement pour lequel la subvention est sollicitée doit concourir à améliorer la performance économique, environnementale ou sociale de l'exploitation agricole.

Le demandeur doit indiquer et justifier les impacts de son projet sur les items ci-dessous. Il pourra s'appuyer sur des données de référentiels qu'il transposera à son exploitation ou tout autre document. Le projet doit avoir un impact sur au moins un des critères suivants

Un projet ne comportant AUCUN des critères montrant une amélioration est INÉLIGIBLE.

Une justification et la cohérence avec les éléments du Projet de Développement de l'Exploitation PCAE sont nécessaires à la validation du critère.

CRITÈRES ENVIRONNEMENTAUX :

Votre projet a-t-il un impact attendu sur :		Si oui, alors : Evolution avec la mise en œuvre du projet OU Situation avant-projet et situation après-projet	Justification : <i>champ libre ou listes de pièces</i>
Certification AB, certification HVE niveau 2 ou 3, adhésion à un GIEE	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	<i>En lien avec le projet présenté</i>	<i>Joindre au dossier l'attestation</i>
Engagement dans une MAEC	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	<i>En lien avec le projet présenté</i>	<i>Joindre au dossier une pièce justificative</i>
Réduction de l'utilisation des intrants (engrais, produits phytosanitaires, carburants...)	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	<i>Justifiez et indiquez les pratiques mises en œuvre en lien avec la nature des investissements présentés dans la demande</i>	
Préservation du sol et limitation de l'érosion	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	<i>Justifiez et indiquez les pratiques mises en œuvre en lien avec la nature des investissements présentés dans la demande</i>	
Diminution de la consommation en eau (diminution à minima de 10 % entre avant et après projet)	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	<i>Justifiez et indiquez les pratiques mises en œuvre en lien avec la nature des investissements présentés dans la demande</i>	
Diminution de la consommation d'énergie (mettre%)	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	<i>Justifiez et indiquez les pratiques mises en œuvre en lien avec la nature des investissements présentés dans la demande</i>	
Biodiversité	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	<i>Justifiez et indiquez les pratiques mises en œuvre en lien avec la nature des investissements présentés dans la demande</i>	
Amélioration de la gestion des effluents d'élevage	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	<i>Justifiez et indiquez les pratiques mises en œuvre en lien avec la nature des investissements présentés dans la demande</i>	

Diminution des pollutions ponctuelles	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	Justifiez et indiquez les pratiques mises en œuvre en lien avec la nature des investissements présentés dans la demande	
un autre critère environnemental. Lequel :	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	Justifiez et indiquez les pratiques mises en œuvre en lien avec la nature des investissements présentés dans la demande	

CRITÈRES ÉCONOMIQUES :

Votre projet a-t-il un impact attendu sur :		Si oui, alors : Evolution avec la mise en œuvre du projet OU Situation avant-projet et situation après-projet	Justification : <i>champ libre ou listes de pièces</i>
Augmentation du Chiffre d'Affaires (augmentation à minima +10 % entre avant et après projet)	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	Justifiez l'évolution du CA en lien avec le projet présenté (ex augmentation de la production, marché plus rémunérateur...)	Éléments financiers à chiffrer dans le PDE-PCAE
Diminution des charges d'exploitation (l'appréciation pourra se faire à l'échelle d'un atelier, d'un poste de dépense ou de l'exploitation)	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	Justifiez en quoi les investissements réalisés permettent une réelle diminution des charges et indiquez les charges concernées	Éléments financiers à chiffrer dans le PDE-PCAE
Augmentation de l'EBE (augmentation à minima +10 % entre avant et après projet)	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	Justifiez l'évolution de l'EBE en lien avec le projet présenté (ex augmentation de la production, marché plus rémunérateur...)	Éléments financiers à chiffrer dans le PDE-PCAE
l'augmentation de l'autonomie fourragère ou alimentaire de l'exploitation.	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	Justifiez en lien avec la nature des investissements présentés dans la demande (ex baisse de la mortalité attendue...)	
l'amélioration des performances zootechniques.	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	Justifiez et indiquez les pratiques mises en œuvre en lien avec la nature des investissements présentés dans la demande (ex baisse de la mortalité attendue...). L'amélioration doit être significative.	
l'amélioration des conditions sanitaires de l'élevage et/ou du bien-être animal	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	Justifiez et indiquez les pratiques mises en œuvre en lien avec la nature des investissements présentés dans la demande	

un autre critère économique. Lequel :	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	Justifiez en lien avec le projet présenté	
--	--	---	--

CRITÈRES SOCIAUX :

Votre projet a-t-il un impact attendu sur :		Si oui, alors : Evolution avec la mise en œuvre du projet OU Situation avant-projet et situation après-projet	Justification : <i>champ libre ou listes de pièces</i>
l'amélioration des conditions de travail (exemple : diminution de la pénibilité, réduction du temps de travail, astreinte, ergonomie, etc.).	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	Justifiez l'évolution des conditions de travail sur l'atelier concernant la demande en lien avec les investissements et travaux présentés.	
l'émergence d'un projet collectif.	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	Justifiez en lien avec le projet présenté (ex mise en œuvre d'un projet GIEE)	
Mutualisation d'emploi/ création de groupement d'employeurs	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	Justifiez en lien avec le projet présenté	La création d'emploi doit être visible financièrement dans le PDE-PCAE
la création d'emploi (en dehors de l'exploitant/ emploi pérenne)	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	Justifiez en lien avec le projet présenté	La création d'emploi doit être visible financièrement dans le PDE-PCAE
autre cas de figure. Lequel :	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	Justifiez en lien avec le projet présenté	

CRITÈRES DE SÉLECTION

Les dossiers sont classés en fonction de leur note obtenue selon les critères ci-après.

La grille est remplie **au regard du projet présenté** dans la demande de financement.

Pour chaque critère, si les conditions sont remplies la totalité des points attribuables est comptabilisée. La note minimale est fixée à **25 points**.

Principes de sélection du PDR LR	Critères de sélection	Si oui cocher la case	Nombre de points	Pièces justificatives et * éléments d'appréciation du critère
Projet s'inscrivant dans une stratégie collective de filière ou de territoire	Projet porté par un espace-test agricole	<input type="checkbox"/>	20	Attestation d'adhésion au réseau national RENETA
	Adhésion à une Organisation Professionnelle reconnue, une coopérative, ou une entreprise de contractualisation	<input type="checkbox"/>	10	Attestation d'adhésion <i>*Doit être en lien direct avec l'activité faisant l'objet de la demande. L'attestation doit être réalisée par l'organisme ou structure correspondante pour une partie significative de la production. Concernant les entreprises, elles doivent s'approvisionner avec un nombre de producteurs significatifs en LR et la contractualisation doit être sur plusieurs années.</i>
	Adhésion à une Démarche Collective Circuits Courts (DCCC) reconnue par la Région	<input type="checkbox"/>	10	Attestation d'adhésion
	Mutualisation de l'emploi/Groupement d'employeurs	<input type="checkbox"/>	10	À justifier dans le diagnostic PCAE ; attestation du groupement d'employeur (pour au minimum 20 jours par an ou 140 h de travail annuel)
	Adhésion à la marque ombrelle Sud de France	<input type="checkbox"/>	10	Attestation d'adhésion <i>*Pour la filière concernée par le projet</i>
Demandeur n'ayant pas encore fait l'objet d'une aide pour le même atelier de production dans le cadre de ce type d'opération	Demandeur n'ayant pas bénéficié d'une aide 411 petits investissements dans les 3 dernières années	<input type="checkbox"/>	5	Sans objet - vérifié par le service instructeur
Projet relevant d'une exploitation ayant obtenu une certification environnementale de niveau 2 ou 3 (cf définition)	Reconnaissance HVE II	<input type="checkbox"/>	5	Certificat <i>* Ce critère ne peut être validé pour un bénéficiaire 611.</i>
	Certification HVE III	<input type="checkbox"/>	10	Attestation d'adhésion <i>* Ce critère ne peut être validé pour un bénéficiaire 611.</i>
	Pour les bénéficiaires 611 : validation du critère de modulation Agro-écologie – HVE II ou III	<input type="checkbox"/>	10	Sans objet - vérifié par le service instructeur
Projet concernant une production sous signe de qualité (cf définition)	Certification ou conversion AB	<input type="checkbox"/>	10	Attestation d'adhésion <i>* Ce critère ne peut être validé pour un bénéficiaire 611. *La mention AB doit porter sur la production concernée par le projet, objet de la demande.</i>
	Pour les bénéficiaires 611 : validation du critère de modulation Agro-écologie - AB	<input type="checkbox"/>	10	Sans objet - vérifié par le service instructeur
	Produit sous SIQO hors AB	<input type="checkbox"/>	10	Attestation d'adhésion
Exploitation faisant partie d'un GIEE (cf définition) ou d'un Groupe Opérationnel (TO non concerné)	Appartenance à un GIEE	<input type="checkbox"/>	10	Certificat <i>* Ce critère ne peut être validé pour un bénéficiaire 611. *Le GIEE doit avoir été reconnu par les services de l'État.</i>
	Pour les bénéficiaires 611 : validation du critère : validation du critère de modulation Agro-écologie – GIEE	<input type="checkbox"/>	10	Sans objet - vérifié par le service instructeur
Projet permettant une amélioration de la durabilité de l'exploitation	Contribution potentielle au revenu de l'investissement envisagé	<input type="checkbox"/>	20	À justifier dans le diagnostic PCAE <i>* Ce critère ne peut être validé pour un bénéficiaire 611.</i>

				<p>Ce critère concerne uniquement pour les personnes déjà installées (1ère année de comptabilité existante)</p> <p><i>A titre d'exemple : diminution des charges à l'échelle de l'exploitation ou d'un atelier, augmentation de l'EBE... ces évolutions doivent être significatives et en lien avec les investissements présentés dans la demande.</i></p>
	Pour les bénéficiaires 611 : validation du critère de modulation DJA – valeur ajoutée	<input type="checkbox"/>	10	Sans objet - vérifié par le service instructeur
	Pour les bénéficiaires 611 (dossiers déposés avant le 31/12/2016) : validation du critère de modulation DJA – économie	<input type="checkbox"/>	15	Sans objet - vérifié par le service instructeur
	Pour les bénéficiaires 611 (dossiers déposés à partir du 01/01/2017) : validation du critère de modulation DJA – validation du critère de modulation DJA – projets à coût de reprise / modernisation important	<input type="checkbox"/>	15	Sans objet - vérifié par le service instructeur
	Augmentation des performances économiques par une augmentation de la capacité de production : création d'emploi	<input type="checkbox"/>	10	<p>À justifier dans le diagnostic PCAE ; contrat du salarié</p> <p><i>* Ce critère ne peut être validé par un bénéficiaire 611.</i></p> <p><i>L'emploi salarié doit être permanent et constituer une création nette d'emploi. Dans le cadre du groupement d'employeur, la mobilisation du salarié doit correspondre à minima à un mi-temps.</i></p> <p><i>L'évolution de l'emploi doit être en cohérence avec le projet présenté dans la demande.</i></p> <p><i>Les évolutions liées à une société doivent avoir lieu l'année précédant la demande ou prévue durant la mise en œuvre du projet présenté.</i></p>
	Pour les bénéficiaires 611 : validation du critère de modulation DJA – emploi	<input type="checkbox"/>	10	Sans objet - vérifié par le service instructeur
	Pour les bénéficiaires 611 (dossiers déposés avant le 31/12/2016) : validation du critère de modulation Agro-écologie - MAEC	<input type="checkbox"/>	10	Sans objet - vérifié par le service instructeur
	Pour les bénéficiaires 611 (dossiers déposés à partir du 01/01/2017): validation du critère de modulation Agro-écologie – adhésion au réseau de ferme DEPHY	<input type="checkbox"/>	10	Sans objet - vérifié par le service instructeur
	TOTAL		<input type="text"/>	

En cas d'ex aequo, si l'enveloppe disponible ne permet pas de retenir les projets ayant obtenu la même note, seront sélectionnés les projets qui ont obtenus la meilleure note selon le critère non récurrence de l'aide.

Si la note obtenue pour ce critère est identique, seront étudiées les notes obtenues pour le critère "Certification ou conversion AB », « validation du critère de modulation Agro-écologie – AB » puis « Certification HVE III » puis « Appartenance à un GIEE », jusqu'à parvenir à distinguer les projets concernés.

Si les projets ne peuvent être distingués, la date de réception du dossier puis de complétude sera utilisée.

DÉPENSES PRÉVISIONNELLES

Seuls les demandeurs qui ne récupèrent pas la TVA peuvent présenter des dépenses TTC.

Veuillez faire figurer sur chaque devis une numérotation des investissements présentés dans l'appel à projet (numéro d'ordre 01 à 30).

Attention : Justification des coûts à préciser obligatoirement selon les modalités suivantes :

Fournir :

- Pour les dépenses inférieures à 1 000 € HT : la fourniture d'un devis n'est pas obligatoire
- Pour les dépenses d'un montant inférieur à 3 000 € HT : 1 devis
- Pour les dépenses d'un montant compris entre 3 000 € HT et 90 000€ : 2 devis détaillés (de 2 fournisseurs différents)

Les devis doivent mentionner le taux de TVA et montants HT et TTC. Les devis doivent être précis et faire référence à un intitulé de matériel éligible.

Poste	Devis retenus			N° Devis non retenu
	Investissements matériels	Montant <input type="checkbox"/> HT (€) <input type="checkbox"/> TTC (€)	N° devis	
Total				

En cas de dépôt de dossier dans un dispositif « agroéquipements » France Agri Mer du plan de relance pour le même investissement, vous devez **attendre d'avoir une réponse négative** avant de déposer un dossier dans le cadre de l'AàP FEADER. En cas d'absence de réponse de FAM à l'approche de la date de clôture de l'AàP, le dépôt reste possible à condition de le signaler dans le dossier de demande d'aide FEADER, et de retirer celui-ci en cas de financement accepté dans le cadre du plan de relance.

Dossier également déposé dans le cadre d'un dispositif « agroéquipements » de FranceAgriMer : oui non

A Financement d'origine publique

Financeurs publics sollicités	Montants
Région	
Financements européens (FEADER) sollicités (63 % de la dépense publique)	
Sous-total financeurs publics	

B Financement d'origine privée

Autofinancement : maître d'ouvrage privé	
Emprunt (1)	
Auto – financement (2)	
Sous-total apport du maître d'ouvrage privé (1+2)	
Autres financeurs privés	
Participation du secteur privé (à préciser)	
Sous-total financeurs privés	

TOTAL A + B

TOTAL général = coût du projet	
---------------------------------------	--

Veillez cocher les cases :

Je déclare et atteste sur l'honneur :

- l'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes
- ne pas avoir sollicité une aide autre que celles indiquées sur ma demande pour financer mon projet,
- respecter les conditions d'éligibilité décrites dans l'appel à candidature
- n'avoir fait l'objet d'aucun procès-verbal dressé dans les douze mois qui précèdent la date de dépôt de ma demande au titre des points de contrôle des normes minimales en matière d'hygiène, de bien-être des animaux et d'environnement,
- avoir pris connaissance que ma demande d'aide fera l'objet d'une sélection et pourra être rejetée au motif que le projet ne répond pas aux critères définis régionalement et/ou au motif que mon projet n'atteint pas le seuil de sélection ou au motif de l'indisponibilité de crédits affectés à cette mesure.

Je m'engage à :

- réaliser l'action pour laquelle l'aide est sollicitée,
- informer le service instructeur de toute modification de ma situation, de la forme juridique de ma structure, ou du projet pendant toute la durée de la réalisation du projet,
- fournir toute pièce complémentaire utile pour instruire la demande et suivre la réalisation de l'opération,
- ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet », et notamment, pour les exploitations agricoles, de prêts bonifiés,
- à obtenir avant la réalisation du projet l'ensemble des autorisations administratives nécessaires à sa réalisation (permis de construire, ICPE,...)
- à informer le public du soutien de l'Union européenne, conformément à la réglementation applicable
- à me soumettre à tout contrôle sur place, sur pièces, communautaire et national, et à conserver et permettre l'accès aux pièces probantes pendant les 3 années suivant le dernier paiement relatif au projet
- à respecter les obligations réglementaires relatives à la pérennité des opérations conformément à l'article 71 du règlement UE n° 1303/2013. Ces obligations réglementaires seront précisées dans la décision juridique d'attribution de l'aide
- à conserver pendant une période de 10 ans à compter du paiement final de l'aide tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération : factures et relevés de compte bancaire pour des dépenses matérielles
- à permettre/ faciliter l'accès à ma structure aux autorités compétentes chargées des contrôles pour l'ensemble des paiements que je sollicite pendant 10 ans à compter du paiement final de l'aide,
- le cas échéant à satisfaire aux normes minimales en matière d'hygiène, de bien-être des animaux et d'environnement attachées à l'investissement objet de l'aide,

Je suis informé(e) :

- qu'en cas d'irrégularité ou de non-respect de mes engagements, le remboursement total ou partiel des sommes perçues pourra être exigé, éventuellement assorti de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues par les textes en vigueur.
- que, conformément au règlement communautaire n°1306/2013 du 17 décembre 2013 et aux textes pris en son application, l'État est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide Feader ou Feaga. Dans ce cas, mon nom (ou ma raison sociale), ma commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site internet du Ministère en charge de l'agriculture pendant 2 ans. Ces informations pourront être traitées par les organes de l'Union Européenne et de l'État compétents en matière d'audit et d'enquête aux fins de la sauvegarde des intérêts financiers de l'Union. Conformément à la loi «informatique et libertés» n°78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant.
- que l'ensemble des informations recueillies dans le présent formulaire font l'objet d'un traitement informatique destiné à la gestion de mon dossier de demande d'aide. Les destinataires des données sont l'Agence de services et de paiement (ASP), le Ministère de l'Agriculture, de l'Agro-alimentaire et de la forêt, FranceAgriMer et la Région Occitanie. Conformément à la loi « informatique et libertés » n° 78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant. Si je souhaite exercer ce droit et obtenir communication des informations me concernant, je peux m'adresser au service instructeur.

Si mon dossier n'est pas retenu faute de crédits suffisants lors du comité de sélection, je souhaite maintenir ma demande pour qu'elle soit examinée lors du comité de sélection suivant organisé dans le cadre de cet appel à candidatures. Si je souhaite apporter des modifications substantielles à mon projet, je devrais toutefois déposer une nouvelle demande.

Fait à

le

Nom, Prénom et Signature(s) du demandeur (+ Tampon de la structure)

Pour les GAEC

Nom, prénom et signature de tous les associés exploitants

Pour les autres structures

Nom, prénom et qualité du représentant légal de la structure

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

j'autorise

je n'autorise pas (*)

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

(*) Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide. Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales (à titre d'exemple : vérification du respect du taux maximum d'aides publiques).

PIÈCES À FOURNIR

Pour tous les porteurs de projet :	Pièces jointes (1)	Sans objet	Cadre réservé à l'administration
Exemplaire original du présent formulaire de candidature complété, signé et daté	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Diagnostic « Projet de Développement de l'Exploitation PCAE » ou PE pour les JA en cours d'installation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Pièce d'identité ou passeport en cours de validité (du représentant légal) pour les structures privées	<input type="checkbox"/>		
Relevé d'identité bancaire ou postal (IBAN) ou copie lisible	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Justificatifs des dépenses prévues sur devis Pour rappel : -1 devis pour les devis inférieurs à 3 000 € HT -2 devis de 2 fournisseurs différents pour les devis entre 3 000 € HT et 90 000 € HT Si le devis le plus élevé est retenu, veuillez joindre une note expliquant ce choix. Les devis doivent mentionner les montants HT et TTC	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Justificatifs de la performance globale et durable de l'exploitation agricole	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Bilan et compte de résultat approuvés du dernier exercice (si existant)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Pour les JA : Justificatif de demande, de décision ou de conformité JA Pour les nouveaux exploitants non JA : Attestation affiliation MSA (comportant la date d'inscription auprès de la MSA en tant que chef d'exploitation et la date d'affiliation AMEXA)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Accord ou pré-accord bancaire (ou document équivalent)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Attestation de l'établissement bancaire si recours à un prêt bonifié	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Pièces complémentaires, le cas échéant	Type de demandeur concerné	Pièces jointes (1)	Sans objet (2)	Cadre réservé à l'administration
Copie carte d'identité nationale ou passeport en cours de validité ou toutes pièces probantes de cette identité recevable par l'administration	Exploitations individuelles	<input type="checkbox"/>		
Justificatif d'adresse : titre de propriété, ou certificat d'imposition ou de non-imposition, ou facture de moins de 3 mois, ou attestation d'assurance logement de moins de 3 mois, ou extrait k, ou certificat d'immatriculation INSEE.	Exploitations individuelles	<input type="checkbox"/>		
Justificatif de non assujettissement à la TVA	Demandeur non assujetti à la TVA	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Pièces complémentaires pour les exploitations individuelles	Pièces jointes (1)	Sans objet (2)	Cadre réservé à l'administration
Attestation MSA précisant le statut d'exploitant agricole et la date d'affiliation AMEXA	<input type="checkbox"/>		
Liasse fiscale complète ou bilan comptable certifié par le comptable du dernier exercice clos Ou, en l'absence de comptabilité tenue par un comptable, les justificatifs suivants : dernier avis d'imposition + dernière déclaration fiscale TVA au forfait	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Pièces complémentaires pour les associations	Pièces jointes (1)	Sans objet (2)	Cadre réservé à l'administration
Statuts à jour	<input type="checkbox"/>		
Liste des membres du bureau et conseil d'administration	<input type="checkbox"/>		
Copie de la publication au JO, récépissé de déclaration en préfecture ou numéro d'identification RNA	<input type="checkbox"/>		
Rapports moral et financier (n-1)	<input type="checkbox"/>		
Attestation MSA de la structure	<input type="checkbox"/>		
PV de l'AG approuvant le projet	<input type="checkbox"/>		

Pièces complémentaires pour les sociétés	Pièces jointes (1)	Sans objet (2)	Cadre réservé à l'administration
Extrait Kbis à jour de moins de 3 mois ou inscription au registre ou répertoire concerné	<input type="checkbox"/>		
Statuts actualisés de la société	<input type="checkbox"/>		
Attestation MSA de la structure Attestation MSA précisant le statut d'exploitant agricole des associés et la date d'affiliation AMEXA	<input type="checkbox"/>		
Liasses fiscales complètes et certifiées des 3 dernières années OU pour les entreprises de moins de 3 ans les liasses complètes et certifiées existantes OU pour les entreprises de moins d'un an le bilan et le compte de résultat prévisionnel	<input type="checkbox"/>		

Pièces spécifiques pour répondre aux critères de sélection, le cas échéant	Type de demandeur concerné	Pièces jointes (1)	Sans objet (2)	Cadre réservé à l'administration
Attestation d'engagement ou de certification en Agriculture Biologique		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Certification HVE niveau 2 ou 3		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Attestation d'adhésion à un GIEE		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Attestation Certification produit	Produits sous Signe Officiel de Qualité (hors AB) ou Certificat Conformité produit	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Attestation d'adhésion à Sud de France		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Attestation d'adhésion à un groupement d'employeur pour au moins un mi-temps		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Contrat salarié permanent (création d'emploi)		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Attestation d'adhésion à une Organisation de Producteurs reconnue		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Attestation d'adhésion à une démarche collective circuits courts reconnue par la Région		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Attestation d'adhésion au réseau national RENETA		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

- (1) Cocher la case pour chaque pièce jointe au dossier
(2) Cocher la case si vous n'êtes pas concerné par la pièce demandée